

Les facteurs limitants du petit élevage intensif de porcs et volailles au Cameroun

par J. TCHOUMBOUE

Centre Universitaire de Dschang, Département de Zootechnie
ENSA, B.P. 138, Yaoundé, République Unie du Cameroun.

RÉSUMÉ

Le développement du petit élevage intensif se heurte au Cameroun à un certain nombre de facteurs limitants que l'auteur tente d'inventorier. Il s'agit : des problèmes d'alimentation, de la disponibilité en matériel animal (porcelets, poussins d'un jour), des facilités de crédit, des techniques d'élevage, et d'un circuit de commercialisation défectueux...

Si des solutions adéquates sont trouvées à ces différents goulots d'étranglement, nul doute que la productivité du petit élevage intensif de porcs et volailles s'en trouvera améliorée.

Mots clés : Elevage intensif — Porcs — Volailles — Cameroun.

TCHOUMBOUE (J.). Constraints of small scale intensive production of pigs and poultry in Camerouns. *Rev. Elev. Méd. vét. Pays trop.*, 1983, 36 (4) : 409-413.

Summary. — The development of small scale intensive animal production comes up against some limiting factors which the author lists : nutrition problems, unavailability of animal resources (piglets and one-day old chicks), lack of easy credit terms, inadequate animal production techniques and defective marketing network.

If these problems could be solved, the productivity of small scale intensive production of pigs and poultry would be greatly improved.

Key words : Intensive animal production — Pigs — Poultry — Camerouns.

I. INTRODUCTION

Bien que très récent, le petit élevage intensif de porcs et volailles assure déjà une part non négligeable de l'approvisionnement des populations urbaines camerounaises en viande et en œufs. Pourtant, au plan économique, ce secteur ne concerne encore respectivement que 20 p. 100 et moins de 2 p. 100 du cheptel national de volailles et de porcs.

Le développement du petit élevage intensif se heurte cependant à un certain nombre de

facteurs limitants, dont nous nous proposons de faire un rapide inventaire.

II. PROBLÈME DE L'ALIMENTATION

La réussite de tout élevage intensif est conditionnée par l'existence d'une base alimentaire solide. Or, justement, le problème d'alimentation constitue déjà au Cameroun un des facteurs limitants majeurs de l'élevage intensif de porcs et volailles. De fait, la plupart des matières premières servant à la fabrication des ali-

TABL.N°I-Evolution du cheptel national de porcs et volailles entre 1972-1980 (en 1000 têtes)

	Porcins (1)	Volailles (2)
1972/73	530	10 000
1973/74	550	10 000
1974/75	550	10 000
1975/76	812	10 290
1976/77	908	11 221
1977/78	1 512	10 114,0
1978/79	1 362	10 314,4
1979/80	889,4	6 848,5

- (1) 1-2 p.100 seulement des porcs se trouverait dans les élevages intensifs.
 (2) 20 p.100 de volailles sont dans les élevages intensifs.

ments composés sont disponibles en quantités très limitées, sinon déficitaires comme les céréales dont la production nationale, ainsi qu'il apparaît au tableau n° II, a plutôt tendance à baisser, du moins depuis 1976, face à des besoins croissants.

TABL.N°II-Production de céréales entre 1971-1979 (en 1000 tonnes)

	Sorgho	Maïs
1971-72	340	283
1972-73	321	286
1973-74	309	309
1974-75	366	377
1975-76	411	662
1976-77	390	465
1977-78	326	477
1978-79	408	401
	440	410

La situation est particulièrement défavorable pour le maïs. Unique céréale actuellement utilisée dans la fabrication des aliments composés pour porcs et volailles au Cameroun, elle est également fort demandée pour l'alimentation humaine. Selon des estimations du Ministère de l'Agriculture, la projection du déficit entre la production et la consommation du maïs va croissant et devrait passer de 3 000 tonnes en 1981 à 4 000 tonnes en 1985, en ne considérant que les besoins de l'alimentation humaine. La situation devra d'ailleurs s'aggraver en raison des exportations vers certains pays voisins,

grands consommateurs de maïs, offrant des prix attractifs à l'achat.

Le surplus pouvant servir pour l'alimentation animale est ainsi presque nul. Tout ceci explique le coût de plus en plus élevé qu'il faut payer pour le maïs destiné à cette fin.

Si la solution à long terme à apporter au déficit en céréales consiste certainement à augmenter la production du maïs et autres céréales, l'utilisation des autres aliments de substitution (manioc, cabosse de cacao, etc...), doit aussi être envisagée.

La disponibilité en d'autres matières premières utilisables en alimentation des porcs et volailles n'est guère plus satisfaisante. Tel est le cas pour les protéines végétales. Le tourteau d'arachide est produit en très faible quantité. Le tourteau de coton, plus largement utilisé, satisfait de moins en moins les besoins en raison d'une production stagnante, d'une forte demande pour la complémentation destinée au gros bétail et d'une exportation qui ne tient pas suffisamment compte de la demande interne. Seul le tourteau de palmiste est produit actuellement en quantité excédentaire mais en raison de sa forte teneur en cellulose, il ne peut être valorisé au mieux que par les ruminants et dans une moindre mesure par le porc. Son utilisation chez la volaille s'en trouve donc fort limitée.

TABL.N°III-Production et besoins estimés de quelques sous-produits agro-industriels locaux (1979)

	Productions en (1000 t)	Besoins estimés en (1000 t)
Tourteau de coton	11,3	6,0 (1)
Tourteau d'arachide	1,0	4,2
Tourteau de palmiste	9,3 (2)	1,8
Drèche desséchée	4,0 (3)	3,4
Remoulage	3,0	5,4
Son blé	8,0	6,7
Son riz	3,0	3,5

- (1) Les besoins actuels sont beaucoup plus élevés pour une production nationale stagnante.
 (2) La production actuelle est supérieure avec la mise en exploitation des nouvelles plantations.
 (3) La production actuelle de drèche desséchée est bien inférieure à celle de 1979, en raison de l'arrêt de la principale installation de desséchage de Douala.

Quant à la production nationale en protéines animales, vitamines et sels minéraux, elle est pratiquement nulle et les besoins sont satisfaits par des importations de concentrés azotés, minéro-vitaminés. Les délais de commandes expliquent les fréquentes ruptures de stock dont ils font l'objet.

Enfin, l'approvisionnement en d'autres sous-produits agro-industriels locaux, servant dans la fabrication des aliments composés pour porcs et volailles, souffre aussi bien d'une production insuffisante que de l'absence de bons circuits de collecte, de conditionnement et de commercialisation.

Ainsi, la plupart des matières premières nécessaires à la fabrication des aliments composés étant déficitaires, les unités de fabrication des provendes travaillent en dessous de leur capacité, et les aliments fabriqués présentent des insuffisances qualitatives, ne permettant guère d'espérer un haut niveau de productivité chez les animaux.

Dans une étude menée par CHIEGAIN et TCHOUMBOUE (2), l'analyse des différentes catégories de provendes fabriquées et vendues dans les provinces du Centre-Sud, Littoral, Ouest et Sud-Ouest, a montré que par les paramètres majeurs, très peu d'entre elles répondaient aux normes recommandées. En particulier, leur composition et partant leur valeur nutritive subissent des variations notables d'une unité de production à l'autre et même dans la même usine, en fonction de la période de fabrication. D'ailleurs, cette insuffisance qualitative et quantitative des aliments composés a contraint ces dernières années beaucoup d'éleveurs à réduire leurs effectifs.

III. APPROVISIONNEMENT EN MATÉRIEL ANIMAL

La disponibilité en matériel animal constitue des points faibles de l'élevage intensif camerounais.

a) Poussins d'un jour

Pour des besoins annuels estimés un peu au-dessus de 2 à 3 millions de poussins toutes catégories confondues, la production nationale paraît dérisoire ainsi que l'illustre le tableau n° IV.

La presque totalité des besoins en poussins d'un jour est donc couverte par des importations en provenance d'Europe avec les contraintes que ceci suppose. De fait, l'obtention de l'autorisation d'importation est soumise à une procédure administrative nécessaire peut-être, mais longue et compliquée. Quand l'autorisation est obtenue, il faut de nombreuses correspondances avec les fournisseurs avant de régler les problèmes de transfert des fonds.

Autant d'opérations inaccessibles à la plupart des éleveurs.

L'autre handicap lié à l'importation des poussins est celui de l'incertitude des délais d'approvisionnement, sans oublier les nombreuses mortalités lors des transports à longues distances pouvant durer plusieurs jours. Nos observations à l'aéroport de Yaoundé ont montré que ces mortalités peuvent atteindre 25-80 p. 100 de l'effectif commandé suivant les expéditions.

Il est pour toutes ces raisons difficile à beaucoup de fermiers de garantir un plan de production dans l'année. D'ailleurs, la plupart

TABL. N°IV-Production nationale et importation des poussins d'un jour entre 1978/1981

Année	P r o d u c t i o n n a t i o n a l e				I m p o r t a t i o n s	
	Poussins chair	Poussins ponte	Pintadeaux	Cannetons	Poussins chair	Poussins ponte
1978/79	189 671	55 966	-	-	1 645 998 (1)	
1979/80	313 961	6 327	110	494	1 126 987 (1)	
1980/81	-	-	-	-	1 317 797	523 389

SOURCE : Ministère de l'Elevage - rapport annuel - (1) Poussins chair et ponte confondus.

des fermes ont généralement un effectif inférieur à leur capacité d'accueil, faute de poussins.

L'approvisionnement en porcelets est encore plus difficile. La Station de Kounden, située dans l'Ouest du pays, était la seule structure chargée de produire et de diffuser les porcelets améliorés dans l'ensemble du pays. Mais non seulement sa production s'est avérée insuffisante, mais sa position excentrique jointe aux difficultés de communications ont rendu cette mission fort difficile. Cette Station est actuellement dans une phase de réactivation, mais il semble qu'il faille penser à créer des élevages naisseurs dans chaque grande zone de production ou à défaut stimuler la spécialisation des éleveurs en naisseurs et en engraisseurs.

IV. LES TECHNIQUES D'ÉLEVAGE

L'amélioration numérique et génétique de l'élevage camerounais grâce à l'importation des souches sélectionnées ne semble pas suivie par une modernisation conséquente des équipements et des techniques d'élevage, qui restent proches de l'artisanat. Une étude que nous avons effectuée en 1981 sur 11 956 poulets de chair répartis dans treize fermes autour de Yaoundé a montré que les principales normes d'élevage recommandées n'étaient pas respectées. Comme conséquence, les coûts de production sont trop élevés et la marge bénéficiaire n'est substantielle que dans un nombre très limité de fermes. Ce non-respect des normes techniques peut être imputé à plusieurs causes :

- insuffisance de l'encadrement,
- la plupart des éleveurs n'ont pas reçu une formation préalable,
- le prix de vente des équipements modernes est encore trop élevé pour être à la portée de beaucoup d'entre eux,
- enfin, l'accès au crédit est difficile.

V. SITUATION SANITAIRE

Les maladies infectieuses les plus courantes dans le petit élevage intensif de volailles au Cameroun sont la peste et la pseudo-peste aviaire, pullorose, typhose, salmonellose, maladies respiratoires et de plus en plus la variole. Parmi les maladies parasitaires, la coc-

cidiose et les parasitoses gastro-intestinales notamment des porcs sont fréquentes. Le non-respect des normes de maintien, d'alimentation et d'élevage chez la plupart des éleveurs et l'approvisionnement très insuffisant et sporadique en produits vétérinaires, sont des facteurs aggravants de la situation sanitaire.

VI. ACCÈS AU CRÉDIT

L'insuffisance des ressources financières est évoquée par beaucoup d'éleveurs comme principal handicap à la modernisation du petit élevage intensif. De fait, il semble que les banques commerciales ne sont pas très disposées à financer les activités d'élevage. Certes, il existe le FONADER (Fonds national de Développement Rural) spécialisé dans l'octroi des crédits agricoles. Mais la procédure trop complexe et surtout les garanties actuellement exigées, sont hors de portée de beaucoup d'éleveurs.

TABL. N°V—Evolution des crédits FONADER⁽¹⁾ au petit élevage (1979-1982) en F CFA

	Elevage avicole	Elevage porcin
1979/80	216 215 000	80 823 300
1980/81	144 163 975	35 898 000
1981/82	115 305 600	36 416 000

(1) Source FONADER (Fond National de Développement Rural)

VII. COMMERCIALISATION DES PRODUITS DE L'ÉLEVAGE

Le circuit actuel de collecte et de commercialisation des produits de l'élevage, comme d'ailleurs celui des autres produits agricoles, est insuffisamment organisé et profite surtout aux revendeurs « Bayam salam ». De fait, le niveau des prix dépend d'eux. Ceux-ci sont naturellement très bas à l'achat, pour les éleveurs et très élevés à la vente, pour les consommateurs. Un œuf acheté 35-40 F CFA, est revendu par l'intermédiaire à 50-60 F CFA, le poulet de chair est vendu à 1 800 F CFA pour un prix au producteur de 1 200-1 400 F CFA. Des bénéfices substantiels non justifiés sont ainsi empochés par le « Bayam salam » au détriment des éleveurs et des consommateurs peu fortunés.

La situation est encore plus défavorable pour la commercialisation des porcs. Les prix d'achat aux producteurs, pratiquement imposés par les bouchers, sont sans rapport avec les coûts de production et encore moins avec les prix de vente. Le kilogramme de porc acheté 500-600 F CFA à l'éleveur est revendu dans les boucheries à 1 300-1 600 F CFA voire plus ; les investissements supplémentaires de transformation ne sauraient justifier à eux seuls une telle marge bénéficiaire, somme toute élevée.

Les prix élevés ainsi pratiqués par les intermédiaires ou les commerçants, transforment les produits de l'élevage en produits rares, presque de luxe et réservés à quelques privilégiés. L'écoulement des produits de l'élevage intensif est ainsi freiné à la source et en fin de chaîne entraînant parfois des surproductions artificielles au niveau des éleveurs. Il est important que les prix pratiqués sur les produits de l'élevage non seulement profitent directement aux éleveurs, mais soient en rapport avec le pouvoir d'achat de la majorité des consommateurs, car une demande restreinte

n'incite pas les éleveurs à augmenter leur production.

VIII. CONCLUSION

Plusieurs études récentes, notamment celle de la SEDES (*) montrent que le déficit du Cameroun en produits carnés ira croissant et pourrait atteindre et même dépasser 5 000 tonnes en 1985, avec des estimations optimistes.

La production à partir des ruminants ne pouvant combler ce déficit, il est évident que si des conditions favorables sont mises en place, le petit élevage intensif offre à très court terme des possibilités réelles d'accroissement de la production des protéines animales. La recherche des solutions adéquates aux facteurs limitants évoqués ci-dessus constitue certainement une des priorités économiques naturelles.

(*) Société d'Etude pour le Développement Economique et Social.

TCHOUMBOUE (J.). Los factores limitando la cría intensiva en pequeña escala de cerdos y aves de corral en el Camerún. *Rev. Elev. Méd. vét. Pays trop.*, 1983, 36 (4) : 409-413.

Resumen. — En el Camerún, un cierto número de factores limitan el desarrollo de la cría intensiva en pequeña escala. Se trata de : problemas de alimentación, de no disponibilidad de productos animales (lechones, polluelos de un día de edad), de falta de facilidades de créditos, de técnicas de cría y red de comercialización inadecuadas... Como se resuelvan estos problemas, se mejorará la productividad de dicha cría.

Palabras claves : Cría intensiva — Cerdos — Aves de corral — Camerún.

BIBLIOGRAPHIE

1. Annuaires statistiques agricoles 1976-1980. Yaoundé, MINAGRI.
2. CHIEGAIN, TCHOUMBOUE. Valeur nutritive des provendes vendues dans les Provinces du Centre Sud, Littoral Ouest et Sud-Ouest Cameroun. Mémoire de fin d'études, Yaoundé, E.N.S.A., 1981.
3. FODJOUA (J.). Techniques de producteurs de poulets de chair autour de Yaoundé. Mémoire de fin d'études, Yaoundé, E.N.S.A., 1981.
4. Rapport 1972-1981. Yaoundé, MINEL.